

Questions orales

marchés. Nous avons encore notre part de marché et nous conservons nos clients traditionnels.

Le député demande ce que nous faisons à cet égard. Nous avons certes déposé nos préavis par les voies diplomatiques appropriées et j'ai moi-même parlé au secrétaire Yeutter pour lui rappeler l'engagement pris dans le cadre de l'Accord de libre-échange.

Je voudrais ajouter que, si nous entendons beaucoup parler du montant d'argent qui est dépensé en vertu du programme de subventions aux exportations, entre 560 et 900 millions de dollars, quelque 178 millions de dollars canadiens ont été fournis dans le cadre du même programme. À mon avis, il ne faut donc pas perdre le sens des proportions.

Entre-temps, les Européens subventionnent les exportations de grains et d'oléagineux pour la jolie somme de 5 à 6 milliards de dollars annuellement. Nous voyons ici que les États-Unis réagissent aux mesures prises par la Communauté européenne et le Canada est pris entre deux feux.

• (1130)

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, il est très évident que le ministre prend la défense des États-Unis, mais nous perdons des marchés traditionnels. Nous n'avons pas conclu le gros de nos ventes l'année dernière avec l'URSS, ou la Chine, ou la CEE, mais avec l'Iran, qui habituellement arrivait environ en douzième ou treizième position sur notre liste de ventes.

On a eu recours aux subventions aux exportations six fois en janvier pour augmenter nos ventes vers l'URSS. Cela a donc des répercussions néfastes sur nos marchés. Si les Américains accordent davantage de subventions, cela va intensifier la guerre commerciale et porter atteinte à toute la structure du marché des céréales au point de faire disparaître l'impression psychologique que les céréales sont la base de l'économie de l'Ouest.

Quand le gouvernement va-t-il assurer les agriculteurs de son appui en leur donnant assez d'argent pour ensemer leurs terres cette année, étant donné que l'époque des semailles approche très rapidement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je n'essaye pas de prendre la défense des États-Unis. J'essaye simplement de répondre à la question du député en m'en tenant aux faits.

Il dit que nous avons perdu des marchés traditionnels. Il a raison dans certains secteurs. Dans le cas de la Communauté européenne, en 1979 et en 1989, elle importait environ 12 millions de tonnes de céréales et d'oléagineux. Aujourd'hui, . . .

M. Hovdebo: Elle continue pourtant à acheter nos céréales.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, si le député voulait bien écouter, je l'informerai un peu. Cette année, la Communauté européenne compte exporter quelque 25,8 millions de tonnes métriques de céréales. Cela constitue presque une volte-face de 37 millions de tonnes sur une période de dix ans.

À une époque, la Communauté européenne était l'un de nos meilleurs clients. Non seulement nous l'avons perdu comme client à cause de ses énormes subventions et de sa production interne, mais elle est devenue elle-même un grand exportateur de céréales. Elle est actuellement le deuxième exportateur de céréales du monde.

C'est le genre de changements qui se produisent et dont le député devrait avoir connaissance. C'est le genre de problèmes avec lesquels nous devons nous débattre en tant que députés et que gouvernement.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, le ministre parle de protéger notre place sur le marché. Or, il sait que si nous la protégeons, c'est grâce à la Commission canadienne du blé. Nous appuyons la Commission canadienne du blé et nous devons profiter de chaque occasion qui nous est offerte pour accroître ses pouvoirs.

Le ministre affirme également que le Programme de subventions aux exportations fait baisser les prix. Hier, en réponse à ma question, le ministre a déclaré que les sous-ministres analysent actuellement la crise agricole qui frappe le Canada.

Le ministre peut-il nous confirmer que les sous-ministres étudient la possibilité de consacrer au moins 500 millions de dollars à ce problème et de rééchelonner la dette agricole? Peut-il nous confirmer qu'il annoncera ces mesures lorsqu'il rencontrera les ministres provinciaux de l'Agriculture en Colombie-Britannique, d'ici la fin du mois?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, pour la gouverne du député, je signalerai que les ministres de l'Agriculture ne se réuniront pas en Colombie-Britannique d'ici la fin du mois.